



CHRISTOPHE SIRUGUE
SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DE L'INDUSTRIE
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Communiqué de presse

Communiqué de presse

Paris, le 22 février 2017
N°244

Situation de l'entreprise Ford Aquitaine Industries à Blanquefort

Le Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie Christophe SIRUGUE a rencontré ce mercredi Monsieur Steven ARMSTRONG, responsables des opérations de Ford Europe, pour aborder la situation de Ford Aquitaine Industries (FAI) à Blanquefort, en Gironde.

Christophe SIRUGUE a rappelé à la Direction de Ford l'importance du site de FAI pour le territoire et l'économie locale. Il a indiqué qu'il portait une attention particulière à la visibilité donnée à l'activité et aux emplois du site, et a relayé les inquiétudes des salariés de FAI sur le devenir des quatre produits de l'usine et ainsi que sur la pérennité de l'emploi. En effet, Ford n'a pas confirmé à ce stade son programme de production au-delà de la génération actuelle de produits.

Steven ARMSTRONG a assuré que Ford respecterait le contrat-cadre qui lie jusqu'en mai 2018 le groupe Ford à l'Etat et aux collectivités territoriales, et qui contient des engagements sur le maintien de l'emploi. Il a également indiqué que des études sont actuellement menées pour étudier la faisabilité d'une poursuite de la production à FAI de la boîte de vitesses 6F35 parallèlement à la mise en place et à la production de sa remplaçante, la 6F15.

Christophe SIRUGUE a exprimé la très grande vigilance de l'Etat sur le maintien du volume d'emploi sur le site de Blanquefort après mai 2018. Il a proposé que Ford et l'Etat puissent travailler ensemble sur des pistes de diversification et notamment sur la mobilité électrique, en lien avec le Conseil régional Nouvelle-Aquitaine. Ford a répondu favorablement à cette demande en confirmant sa disponibilité pour une discussion ouverte dès le comité de suivi qui sera organisé le 9 mars 2017 à Bordeaux.

Le ministre a souligné auprès de la direction de Ford Europe l'importance d'un dialogue transparent avec les organisations syndicales et la nécessité que de premiers éléments d'information nouveaux sur l'avenir de l'usine puissent être apportés dès le comité de suivi du 9 mars.

Contact presse :

Cabinet de Christophe SIRUGUE : 01 53 18 45 13 sec.sei-presse@cabinets.finances.gouv.fr